

Lives on the Line: The human impact of US Foreign Aid Shifts

Report

March 2025



A GLOBAL NGO NETWORK
FOR PRINCIPLED AND EFFECTIVE
HUMANITARIAN ACTION



À propos du Conseil international des agences bénévoles

Fondé en 1962, le Conseil international des agences bénévoles est un réseau mondial de 170[1] organisations non gouvernementales (ONG) actives dans 160 pays, opérant au niveau mondial, régional, national et local. Sa mission est de rendre l'action humanitaire plus respectueuse des principes et plus efficace en travaillant collectivement et indépendamment pour influencer les politiques et les pratiques.

Basé à Genève, le secrétariat du Conseil international des agences bénévoles est représenté dans les régions d'Afrique orientale et australe, d'Afrique occidentale et centrale, d'Asie et du Pacifique, d'Amérique latine, ainsi que du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

Le Conseil international des agences bénévoles est un réseau mondial d'ONG humanitaires (grandes et petites, nationales et internationales, laïques et confessionnelles) dont les budgets opérationnels combinés sont estimés à 20 milliards de dollars. Près de la moitié de nos membres ont leur siège en Asie et dans le Pacifique, en Afrique, au Moyen-Orient et en Amérique latine, ce qui représente plus de 8 000 organisations.

Guidés par la stratégie 2030 du Conseil international des agences bénévoles adoptée en 2021, nous nous concentrons sur une action humanitaire efficace et respectueuse des principes, ce qui façonne nos valeurs collectives, nos méthodes de travail et nos objectifs de transformation. Notre travail est axé sur les déplacements forcés, la coordination humanitaire et le financement de l'aide

humanitaire. Nous apportons une valeur ajoutée par l'analyse, la concertation, le rassemblement, le plaidoyer, le soutien et la collaboration.

Table des matières

Executive Summary	3
1. Introduction	7
2. Méthodologie	12
3. Lives on the Line: The Human Impact	14
4. The Impacts on the Humanitarian System	26
5. Threats to Principled Humanitarian Action	33
6. The NGO Response: Navigating Crisis & Advocating for Change	37
7. Recommendations	41
Annex 1: An Overview of Executive Orders impacting humanitarian aid	45
References	47



‘A 90-day suspension means that, even if a project is eventually deemed lifesaving, and can therefore continue, there is a 90-day interruption of cash flowing to the organisation delivering it. NGOs and their local partners do not have sufficient cash reserves to cover this gap from their own resources. They are forced to cut their staff immediately and stop their work. Food is not delivered. People starve.’

Rob William,

Chief Executive, War Child



Résumé

Vue d'ensemble

Dès son entrée en fonction, la nouvelle administration américaine a opéré un changement radical dans la politique d'aide étrangère. Dès le premier jour, le président a signé des décrets qui ont réorganisé des services essentiels à l'humanité, notamment la protection et la réinstallation des réfugiés, en fonction des principes régissant l'aide étrangère des États-Unis, ce qui a entraîné un réexamen complet de tous les engagements financiers.

Les mesures prises par l'administration pour geler les subventions, annuler les contrats, interrompre les paiements et démanteler l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) ont provoqué une onde de choc dans le système humanitaire. En tant que premier donateur bilatéral d'aide humanitaire au monde, tout changement de politique des États-Unis engendre des conséquences importantes sur les populations touchées par les crises et les organisations qui les soutiennent.

Dans ce contexte, le Conseil international des agences bénévoles a préparé ce rapport afin de fournir un aperçu des conséquences immédiates et des tendances émergentes résultant des changements brusques de la politique d'aide étrangère des États-Unis. Rédigé début février, il s'appuie sur les observations des membres du Conseil international des agences bénévoles, de la communauté des ONG au sens large et de sources publiques, ainsi que sur les résultats d'enquêtes sur la manière dont ces changements affectent les capacités opérationnelles et organisationnelles des ONG. Compte tenu de l'évolution rapide de la situation, le présent rapport ne vise pas à fournir une analyse exhaustive, mais à mettre en évidence quelques résultats essentiels :

Résultats essentiels

- **Des vies sont en danger**

Les ordres de suspension des travaux ont forcé la fermeture de services d'assistance et de protection primordiaux, notamment d'hôpitaux, de centres de santé, d'aide en espèces, de distribution de nourriture, de programmes de nutrition, d'aide juridique aux personnes déplacées et de programmes essentiels en matière d'hébergement, d'éducation, d'eau et d'assainissement. Les résiliations de contrats, l'incertitude concernant les dérogations potentielles, le démantèlement de l'USAID et les perturbations des systèmes de paiement américains ont encore aggravé la crise.

- **Confusion communautaire et risques en matière de sécurité**

La suspension brutale de l'aide a suscité une incompréhension généralisée au sein des communautés et des autorités locales, entraînant panique et frustration, difficultés d'accès et risques en matière de sécurité accrus, ainsi que des attentes accrues à l'égard des organisations opérationnelles restantes.

- **Les populations vulnérables les plus touchées**

Les personnes LGBTIQ+, les demandeurs d'asile, les réfugiés et les migrants vulnérables courent un risque élevé de se voir refuser l'aide humanitaire en raison de leur identité ou de leur statut juridique. Les services essentiels pour les populations déplacées, tels que la gestion des camps, l'approvisionnement en eau, les soins médicaux et l'éducation sont gravement perturbés, ce qui a un impact sur les mesures d'urgence et sur l'assistance à long terme lors de crises prolongées. Les femmes et les enfants sont davantage exposés à la violence et aux abus.

- **Un système humanitaire affaibli**

Les coupes budgétaires ont gravement compromis l'évaluation des besoins humanitaires, la responsabilisation, les mécanismes et le plan d'intervention, et ce tant au niveau mondial qu'au niveau national. Les ONG luttent pour évaluer les besoins en temps réel des communautés et pour agir de manière indépendante.

- **Mécanismes de coordination affaiblis**

Les structures de coordination au niveau national, y compris les forums d'ONG, ont été affaiblies, ce qui rend plus difficile pour les organisations de s'adapter collectivement aux réalités changeantes du financement, de réduire les écarts et de maximiser l'efficacité.

- **Les ONG au bord de l'effondrement**

Le non-remboursement des frais encourus jusqu'au 29 janvier 2024 a déclenché une crise de liquidité généralisée parmi les ONG et les partenaires de l'ONU. Des licenciements à grande échelle ont déjà été annoncés, tandis que les petites ONG luttent pour leur survie.

- **Les ONG locales et nationales les plus touchées**

Ne disposant pas de réserves financières et dépendant totalement du financement de projets, de nombreuses ONG locales et nationales ont été contraintes de licencier immédiatement du personnel et de mettre fin à des contrats. Cela a entraîné des responsabilités juridiques, une perte de confiance de la part de la communauté et l'effondrement potentiel de leurs organisations.

- **Le financement de l'aide humanitaire en plein déclin**

Le gel des fonds américains s'inscrit dans le cadre d'une baisse plus générale du financement de l'aide humanitaire, les principaux donateurs tels que l'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique, la Suisse et le Royaume-Uni ayant également réduit leurs budgets d'aide. Peu d'ONG ont trouvé d'autres sources de financement pour compenser les pertes, et la concurrence pour des ressources de plus en plus rares s'intensifie. Bien que des efforts soient en cours pour diversifier les financements, notamment par le biais de la philanthropie privée, la confiance en la capacité à combler le fossé reste faible.

- **Risque de réformes contre-productives**

Alors que le système humanitaire a depuis bien longtemps besoin d'être réformé, le gel brutal des financements américains risque d'entraîner des changements réactifs motivés par des considérations financières, mis en œuvre à la hâte, et sans contribution significative de la société civile et des populations touchées par les crises.

Résumé des recommandations

À tous les intervenants humanitaires :

- Réaffirmer les principes humanitaires fondamentaux et donner la priorité à la qualité et à la responsabilité des populations touchées par une crise.

- Travailler collectivement pour s'adapter à l'évolution du financement humanitaire tout en préservant une réponse humanitaire fondée sur des principes, coordonnée et efficace.
- Donner la priorité à la viabilité opérationnelle des organisations locales et nationales et faciliter celle-ci.
- Documenter l'impact, renforcer l'action collective et l'engagement public.
- Diversifier et renforcer l'indépendance financière.

Pour les partenaires des Nations unies :

- Préserver et maintenir les partenariats en cours dans la mesure des accords déjà signés.
- Impliquer rapidement les ONG dans les discussions sur le financement afin de déterminer conjointement les priorités, d'adapter les programmes et d'élaborer des plans d'urgence. Fournir des directives rapides et claires en cas de coupes de budget.
- Tirer parti de l'influence diplomatique. Soutenir les gouvernements impactés dans leurs relations avec l'administration américaine.

Aux donateurs

- Respecter l'engagement de maintenir l'aide extérieure à un niveau minimum d'aide publique au développement (APD) de 0,7% du PNB.
- Aider les intervenants humanitaires à diversifier leurs sources de financement et à maximiser leur flexibilité.
- Donner la priorité au financement direct des ONG nationales et locales. Couvrir entièrement les coûts indirects et les budgets administratifs des ONG.
- Accélérer les processus de subventions et de décaissements en attente. Intensifier les efforts en matière de réforme de la diligence raisonnable et de simplification des contrats et des rapports.

Pour le gouvernement américain :

- Remboursez sans délai les paiements en retard.
- Faire preuve de leadership en respectant les principes humanitaires.
- Reprendre le Programme américain d'admission des réfugiés.

Aux coordonnateurs de l'aide humanitaire et aux équipes nationales

- Affecter d'urgence tous les fonds disponibles du Fonds de financement commun pour les pays.
- Travailler avec les ONG et les communautés touchées pour redéfinir les priorités des plans d'intervention.
- Rationaliser les structures de coordination aux niveaux national et infranational.



Throughout the world, the suspension order is increasing risks for the most vulnerable people. People who have been forced to flee are left unprotected in the face of violence, abuse and exploitation, often in world's most unstable places. Vulnerable girls, boys, women and men feel abandoned as crucial health, protection and livelihood services are no longer accessible.

ICVA Member



1. Introduction

Dans cette section :

- **Vue d'ensemble de l'évolution de la politique d'aide étrangère des États-Unis**
- **L'état de l'aide humanitaire en 2025 : Une tempête parfaite**

1.1. Changements dans la politique d'aide étrangère des États-Unis

Depuis près de vingt ans, les États-Unis sont le principal bailleur de fonds des [plans d'aide humanitaire](#), de l'aide au développement et des banques multilatérales de développement.

En 2024, les contributions américaines au financement de l'aide humanitaire s'élevaient à 14 milliards de dollars, soit 41,8% des contributions humanitaires mondiales. Beaucoup s'attendaient à des niveaux similaires en 2025. Le gel immédiat de l'aide étrangère américaine a donc eu de graves conséquences pour les populations touchées par la crise et les organisations qui les soutiennent.

[Le décret sur la suspension de l'aide étrangère des États-Unis.](#)

La nouvelle loi américaine sur l'immigration et la protection des réfugiés est entrée en vigueur. Les premières semaines de l'administration américaine ont été marquées par une série de décrets

avertissant des changements significatifs dans la politique d'aide étrangère. Le 20 janvier 2024, un décret stipule qu'« aucune autre aide étrangère des États-Unis ne sera déboursée d'une manière qui n'est pas totalement alignée sur la politique étrangère du président des États-Unis. »¹ Ce décret a imposé une pause de 90 jours dans l'aide au développement des États-Unis afin d'évaluer l'efficacité des programmes et leur alignement sur les priorités de la politique étrangère.

L'Office of Management and Budget (OMB, ou Bureau de la gestion et du budget) a été chargé de faire respecter la pause, tandis que les services concernés ont procédé à un examen sous la direction du secrétaire d'État. L'ordonnance prévoyait des dérogations à la discrétion du secrétaire d'État.

Ordres de suspension des travaux et dérogations imprécises et inefficaces

Le 24 janvier, le Département d'État des États-Unis a émis des ordres de suspension des travaux pour tous les programmes d'aide à l'étranger existants et a interrompu tout nouveau financement. Alors qu'une dérogation pour l'aide alimentaire d'urgence a été signée le même jour, une dérogation plus large permettant aux programmes d'aide humanitaire existants de continuer ou de reprendre leurs activités n'a été délivrée que le 28 janvier.

Cette dérogation inclut dans l'aide humanitaire vitale « *les médicaments essentiels à la survie, les services médicaux, la nourriture, les abris et l'aide à la subsistance, ainsi que les provisions et les frais administratifs raisonnables nécessaires à la fourniture de cette assistance.* »

Elle autorise également l'aide à la migration et aux réfugiés (AMR) pour les efforts de rapatriement. Toutefois, les activités liées au planning familial, aux avortements, aux initiatives en matière de genre, de diversité, d'équité et d'inclusion (DEI), ainsi que les coûts administratifs non essentiels à l'aide vitale ont été exclus².

Le champ d'application de ces dérogations reste flou : Certaines ONG et agences de l'ONU les ont interprétées comme une exemption générale des activités d'aide vitale, tandis que d'autres ont

¹ President of the United States, [Executive Order](#) – Reevaluating and realigning United States foreign aid', 20 January 2025

² US Secretary of State, [Emergency Humanitarian Waiver to Foreign Assistance Pause](#), 28 January 2025

demandé des autorisations explicites aux responsables des accords pour reprendre leurs travaux. La confusion a été aggravée par le bâillon imposé au personnel de l'USAID et du PRM, ainsi que par l'incertitude concernant l'avenir de l'USAID et le fonctionnement de ses systèmes de paiement.

Une aide débloquée par les décisions judiciaires, mais des contrats résiliés et des paiements suspendus

Le 13 février, un juge de district américain s'est prononcé contre le gel de l'aide internationale et a ordonné à l'administration de rétablir le financement des agences concernées. Le 25 février, un juge fédéral a obligé l'administration Trump à débloquer plusieurs milliards de dollars d'aide étrangère sous 48 heures. Toutefois, le 26 février, la Cour suprême est intervenue et a temporairement bloqué l'ordonnance. À la suite de cette décision, l'administration Trump a annulé plus de 90 % des contrats de l'USAID, y compris des projets vitaux qui avaient précédemment bénéficié de dérogations. Au moment de l'impression de ce rapport, certaines agences avaient reçu des avis revenant sur les annulations. Cependant, quel que soit le statut des contrats, **le système de paiement reste largement inaccessible et des centaines de millions de dollars de remboursements sont encore dus aux ONG pour des travaux achevés.** Cette situation a gravement affecté les liquidités et constitue une menace existentielle pour de nombreuses ONG qui dépendent de la ponctualité des paiements pour poursuivre leurs activités.

Des décrets au-delà de la suspension

Outre le gel de l'aide étrangère, d'autres décrets annoncent des changements de politique plus larges. En l'espace de quelques semaines, voici les mesures prises par la nouvelle administration américaine :

- Elle s'est retirée de l'Accord de Paris sur le climat et de l'Organisation mondiale de la Santé.
- Elle a mis un terme à sa participation au Conseil des droits de l'homme de l'ONU.
- Elle a cessé de financer l'UNRWA et lancé un examen plus large de son implication dans les organisations internationales.
- Elle a abandonné ses programmes de diversité, d'équité et d'inclusion (DEI).
- Elle a révisé ses politiques relatives aux réfugiés et à l'immigration.
- Elle a redéfini la citoyenneté de naissance pour qu'elle s'applique aux enfants de citoyens américains et de résidents permanents légaux.
- Elle a obligé le gouvernement fédéral à ne reconnaître que « deux sexes, l'homme et la femme », ce qui limite l'utilisation des fonds fédéraux pour les initiatives liées au genre.

Application des lois sur l'immigration

L'application des lois sur l'immigration s'est intensifiée. Ces ordonnances prévoyaient l'exécution immédiate des procédures d'éloignement, l'élargissement de l'application des lois fédérales sur l'immigration à l'ensemble des 50 États et la construction de centres de détention pour les personnes en attente d'expulsion. L'utilisation de Guantánamo Bay pour la détention de migrants a été ordonnée. Enfin, le U.S. Refugee Admissions Program (Programme d'admission des réfugiés des États-Unis) a été suspendu pour une durée indéterminée.

Ces changements politiques radicaux ont remodelé l'engagement des États-Unis dans les efforts humanitaires mondiaux. Ils soulèvent des questions urgentes sur l'avenir de l'aide internationale, la protection des réfugiés et des migrants, la coopération multilatérale et la capacité des ONG à répondre aux crises.

1.2 L'état de l'aide humanitaire en 2025 : Une tempête parfaite

Intensification des crises et augmentation des besoins humanitaires

Selon l'Aperçu de la situation humanitaire mondiale (Global Humanitarian Overview) 2025, on estime que 305 millions de personnes dans le monde ont besoin d'aide humanitaire et de protection urgentes.

À la mi-2024, près de 123 millions de personnes avaient été déplacées de force en raison de conflits et de violences³. Le nombre de personnes confrontées ou menacées de famine a plus que doublé, passant de 705 000 personnes dans cinq pays/territoires en 2023 à 1,9 million dans quatre pays/territoires à la mi-2024⁴. De graves violations des droits des enfants et des niveaux sans précédent de violence sexuelle à l'encontre des femmes ont été signalés dans de nombreuses zones de conflit.

Les changements climatiques exacerbent les crises humanitaires : en 2023, 363 catastrophes météorologiques ont touché au moins 93,1 millions de personnes et causé des milliers de morts⁵. Cette même année, 26,4 millions de personnes ont été déplacées en raison de catastrophes, dont

³ United Nations High Commissioner for Refugees, [Mid-Year Trends 2024](#), 2024.

⁴ Food Security Information Network and Global Network Against Food Crises, [Global Report on Food Crises 2024: Mid-Year Update](#), 2024.

⁵ Centre for Research on the Epidemiology of Disasters, [2023 Disasters in numbers](#), 2024.

plus des trois quarts à cause de phénomènes météorologiques défavorables. Des chocs climatiques de plus en plus graves, notamment des ouragans majeurs (Beryl, 2024), des sécheresses prolongées (Corne de l’Afrique, 2020–2023), des inondations dévastatrices (Sahel, 2024) et des typhons puissants (Yagi, 2024), continuent de déplacer des millions de personnes et de mettre des vies en danger.

Diminution du soutien des donateurs

Si le financement humanitaire a régulièrement augmenté, passant de 11 milliards de dollars à un record de 30 milliards de dollars en 2022, les niveaux de financement ont diminué depuis 2023. En 2024, seuls 23 milliards de dollars ont été fournis sur les 49 milliards de dollars demandés dans le plan de financement humanitaire mondial, soit 48% des fonds requis. Malgré des besoins croissants, l’Appel humanitaire mondial 2025 se prépare à une diminution supplémentaire. L’ONU a ainsi abaissé sa demande de financement à 47 milliards de dollars pour aider 190 millions de personnes dans 72 pays confrontés aux besoins les plus critiques⁶.

Le plus grand donateur d’aide humanitaire au monde renonce à ses financements

Le gouvernement américain est le premier donateur d’aide humanitaire depuis 2006, date à laquelle il a dépassé les dons privés. Bien que les États-Unis figurent parmi les membres du CAD de l’OCDE qui contribuent le moins à l’APD (0,24% de leur RNB en 2023), les fonds américains sont importants en termes de volume. La même année, ils s’élevaient à 64,7 milliards de dollars⁷, soit près de 30% de l’ensemble de l’APD des membres du CAD⁸. Sur ce montant, 13,5 milliards de dollars ont été alloués à l’action humanitaire, ce qui représente 36,4% des dépenses humanitaires mondiales⁹.

Tableau 1 : Proportion des plans humanitaires financés par les États-Unis

Colombie	RDC	Ouganda	Haïti	Nigeria	Kenya	Rohingya
70%	68%	61%	59%	56%	56%	55%

⁶ United Nations, Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, [Global Humanitarian Overview 2025](#), 2024

⁷ <https://data.one.org/topics/official-development-assistance/>

⁸ OECD [International aid rises again in 2023 in response to crises](#)

⁹ <https://fts.unocha.org/global-funding/overview/2023>

Irak	Sud Soudan	Turquie	Burkina Faso	Jordanie	Venezuela	Mozambiqu e
54%	54%	52%	51%	51%	51%	50%

Pour 2025, les Services de surveillance financière de l'OCHA indiquent que les États-Unis ont déjà engagé 813,8 millions de dollars en financement humanitaire. L'Afghanistan, le Soudan, la Somalie et la Jordanie en sont les principaux bénéficiaires. En 2024, les fonds américains représentaient 41,8% de l'aide humanitaire mondiale, soit 14 milliards de dollars¹⁰. Les plans d'aide humanitaire sont donc fortement tributaires des contributions américaines. Nombre d'entre eux dépendent du financement américain pour plus de 50% de leur budget, comme le montre le tableau 1.

Une tendance croissante à la réduction de l'aide gouvernementale à l'étranger

Le gel de l'aide américaine et la réduction des financements prévue s'ajoutent aux coupes opérées par d'autres grands donateurs :

- L'Allemagne a annoncé une diminution de 2 milliards d'euros de son budget d'aide humanitaire et au développement.
- Les Pays-Bas prévoient de réduire l'aide étrangère par la société civile d'un milliard d'euros entre 2026 et 2030.¹¹
- Le Royaume-Uni a annoncé une réduction supplémentaire de 117 millions de livres¹².
- La Finlande a annoncé une réduction d'un quart de son budget d'aide entre 2024 et 2027¹³.
- La Suisse a annoncé son intention de réduire son aide de 282 millions de dollars¹⁴.

¹⁰ The remaining funding was provided by Germany, EU and the UK at 7.8%, 7.0% and 6.2% respectively, followed by Sweden, Saudi Arabia, Japan, Norway, UAE, France and Switzerland – source, [OCHA Financial Tracking Service](#).

¹¹ Devex, [‘Unprecedented’ cuts leave Dutch civil society organisations reeling](#), 18 November 2024

¹² Devex, [Scoop: NGOs told cuts are coming as UK slashes conflict funding](#), 27 January 2025

¹³ OECD
https://www.oecd.org/en/publications/oecd-development-co-operation-peer-reviews-finland-2024_2a9a43a2-en.html

¹⁴ Swissinfo
<https://www.swissinfo.ch/eng/swiss-politics/swiss-parliament-cuts-foreign-aid-budget/88466732>

- La Suède a abandonné son engagement de dépenser 1% de son RNB pour passer à un budget de 4,7 milliards de dollars, soit 5% de moins¹⁵.
- L'UE propose environ 2 milliards d'euros de réduction de ses aides¹⁶.
- La France a soustrait près de 40% de son APD par une série de coupes¹⁷.
- La Belgique a annoncé une réduction de 25% de l'aide au cours des 5 prochaines années.¹⁸

Le Conseil international des agences bénévoles s'inquiète aussi des tendances actuelles au Japon et même en Corée du Sud, qui avait récemment accru son aide humanitaire pour 2024 et 2025. Jusqu'à présent, peu d'organes donateurs, voire aucun, ont annoncé des mesures significatives pour aider à combler les déficits de financement actuels, malgré le lobbying intense des intervenants et intervenantes humanitaires.

¹⁵

https://www.lemonde.fr/en/international/article/2023/03/17/sweden-lowers-its-targets-for-development-aid_6019762_4.html

¹⁶

<https://www.theguardian.com/global-development/2025/jan/23/global-development-economics-donor-spending-refugee-oecd-world-bank-peak-aid>

¹⁷

<https://www.rfi.fr/en/france/20250205-france-proposed-budget-cuts-slash-overseas-development-aid-coordination-sud>

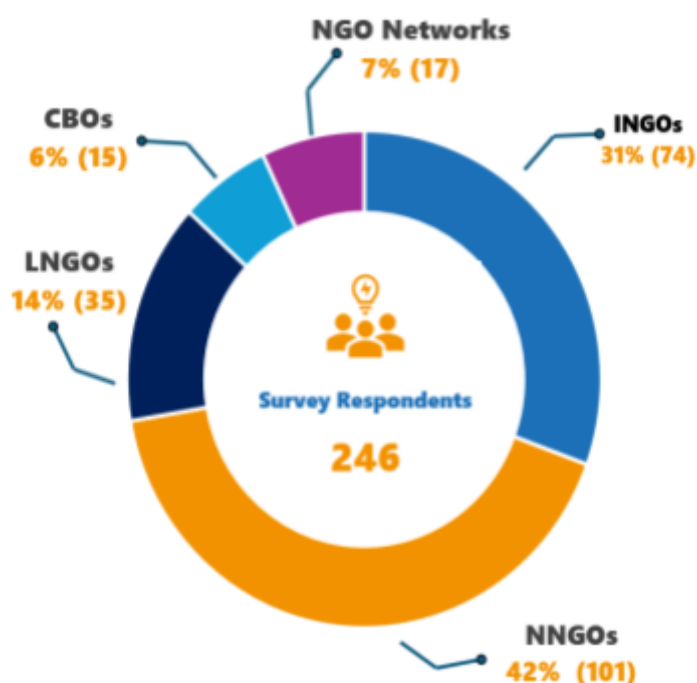
¹⁸ <https://www.devex.com/news/belgium-just-cut-its-foreign-aid-by-25-does-anybody-care-109320>

2. Méthodologie

Les résultats présentés dans ce rapport rassemblent les informations fournies par les membres du Conseil international des agences bénévoles et la communauté des ONG au sens large, recueillies par le biais d'une enquête globale menée par le Conseil international des agences bénévoles, d'enquêtes menées par le Forum des ONG, d'entretiens avec des informateurs clés, de réunions de groupes de travail et de documents accessibles au public.

Réponses à l'enquête

Pour comprendre l'impact de la suspension de l'aide étrangère américaine, [le Conseil international des agences bénévoles a mené une enquête mondiale](#) auprès des ONG et des réseaux d'ONG entre le 27 janvier et le 7 février. L'enquête a reçu 246 réponses des ONG (61% d'ONG nationales, locales et communautaires) dans toutes les régions. Des enquêtes nationales ont été menées par des forums d'ONG au Soudan, en RDC, en Somalie, en Éthiopie, en Syrie, au Niger, au Nigeria, en Ukraine, au Myanmar, en Jordanie, en Somalie, en Éthiopie, au Pakistan et en Pologne, représentant à la fois les perspectives des ONG internationales et nationales.



Les [résultats détaillés de l'enquête](#) sont disponibles sur la page web du Conseil international des agences bénévoles consacrée aux ressources [de l'ordre de suspension](#) du financement aux États-Unis.

Sources de données secondaires

Ces résultats ont été complétés par le recueil de données en cours auprès d'OCHA (le Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires), de l'ACAPS, d'IMPACT, du Global Aid Freeze Tracker,

du Defunding Crisis Impact Tracker et des contributions d'autres réseaux d'ONG tels que VOICE et NEAR. De nombreuses déclarations d'ONG et d'autres sources de données secondaires sont disponibles sur [le site web du Conseil international des agences bénévoles](#) sous la rubrique [90 Day US Funding Suspension Order Resources](#) (Ressources pour l'ordre de suspension du financement américain de 90 jours).

Entretiens avec des informateurs clés

En outre, des entretiens avec des informateurs clés ont été menés auprès de 25 membres du Conseil international des agences bénévoles, qui comptait des ONG internationales et nationales. Le Conseil international des agences bénévoles a également organisé des discussions avec ses membres dans le cadre de ses groupes de travail.

Défis et limites

L'enquête et le rapport ont été rédigés à un moment où de nombreuses ONG sont encore en train d'évaluer l'impact des changements de politique étrangère des États-Unis et de la suspension de leur financement. La limite réside dans le fait que l'ampleur de l'impact du changement actuel de la politique étrangère des États-Unis est encore sous-évaluée.

Aperçu des résultats de l'enquête

Les [résultats de l'enquête](#) du Conseil international des agences bénévoles, les déclarations des ONG, les articles de presse et les entretiens avec des informateurs clés attestent tous de l'impact massif de la suspension du financement américain et des décrets sur la capacité des ONG à répondre aux besoins des personnes en situation de crise.

- 68% des 246 ONG interrogées reçoivent actuellement des fonds des États-Unis.
- 41% des ONG reçoivent directement des fonds américains. Il s'agit notamment de :
 - o 20% de l'USAID (l'Agence des États-Unis pour le Développement International),
 - o 23% du Bureau d'aide humanitaire de l'USAID (BHA)
 - o 17% du Bureau de la population, des réfugiés et des migrations (PRM)
- 81% des ONG reçoivent des fonds américains indirectement, c'est-à-dire par le biais d'un intermédiaire. Ce soutien s'inscrit dans le cadre de partenariats avec des ONG internationales, des agences des Nations unies, d'autres organisations internationales, ainsi que des ONG nationales et locales.



There are now people stranded all around the world after they've undergone years of standing in line to be vetted and approved for resettlement in the U.S.

ICVA Member



3. Des vies en jeu : L'impact humain

Dans cette section :

- **Aperçu de l'impact**
- **Responsabilité à l'égard des populations touchées et érosion de la confiance**
- **L'effondrement de la protection et des voies juridiques : L'impact des suspensions de financement sur les personnes déplacées**
- **Coupes monétaires et de bons d'achat**
- **Aperçu par pays**

3.1 Vue d'ensemble

Les États-Unis étant les principaux donateurs humanitaires au monde, la suspension du financement américain et les décrets ont eu un impact majeur sur la capacité des ONG à répondre efficacement aux crises humanitaires. Cette situation a des répercussions négatives profondes sur des millions de personnes en situation de crise dans le monde entier : Bien que les chiffres soient encore en cours de détermination, avant la suspension, l'USAID assurait « de meilleures conditions de santé à 95 millions de personnes » en fournissant des soins médicaux de base et en apportant un soutien à l'éducation de 23 millions d'enfants.¹⁹

L'enquête du Conseil international des agences bénévoles a révélé que sur les 167 répondants recevant des fonds américains, 67% ont déclaré avoir reçu des ordres d'arrêt de travail (Stop Work Orders), ce qui a eu un impact sur les programmes de sauvetage de vies dans le monde entier.

¹⁹ [USAID: The Benefits and Upcoming Losses in Numbers](#)

Des millions d'euros de fonds humanitaires ont été suspendus : 78% des personnes interrogées ont déclaré que les Ordres d'arrêt de travail avaient un impact sur les contrats d'une valeur supérieure à 100 000 dollars, et 39% des personnes interrogées ont déclaré que l'ordre affectait un financement d'un million de dollars ou plus, y compris 68% des OING interrogées.

Sans financement, le travail humanitaire s'arrête : Les ONG ont indiqué que jusqu'à 100% de leurs programmes avaient été suspendus. 67% font état d'effets négatifs sur leurs services, allant de la réduction des effectifs à l'arrêt complet. Le Conseil danois pour les réfugiés, le Conseil norvégien pour les réfugiés et Caritas ont annoncé publiquement un impact de 20 à 40% sur leurs budgets annuels actuels, obligeant à suspendre ou à mettre fin à des programmes, des partenariats et des réductions d'effectifs à grande échelle.

“

Our LGBTIQ+ beneficiaries will lose access to vital public health services (including HIV, viral hepatitis and STI prevention and testing).

National NGO

”

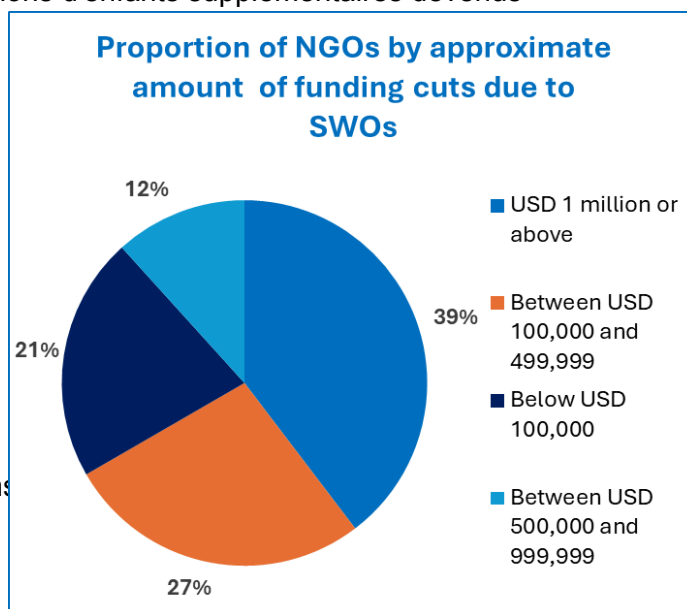
L'impact généralisé de la suspension de l'aide : Des conséquences mettant la vie en danger dans tous les secteurs

Les répondants indiquent que tous les secteurs humanitaires ont été touchés par la suspension, même ceux qui ont bénéficié d'une dérogation :

- Les services de secourisme ont été interrompus, entraînant des risques élevés de mortalité en raison de l'arrêt des services de prévention du choléra, du paludisme et du traitement du VIH. Les responsables de l'ONUSIDA prévoient que sans rétablissement du financement, il pourrait y avoir, d'ici 2029, 8,7 millions de personnes nouvellement infectées par le VIH, 6,3 millions de décès liés au sida et 3,4 millions d'enfants supplémentaires devenus orphelins.²⁰
- Les centres de réhabilitation nutritionnelle ont cessé leurs activités, mettant en danger la vie des enfants mal nourris et des femmes enceintes.

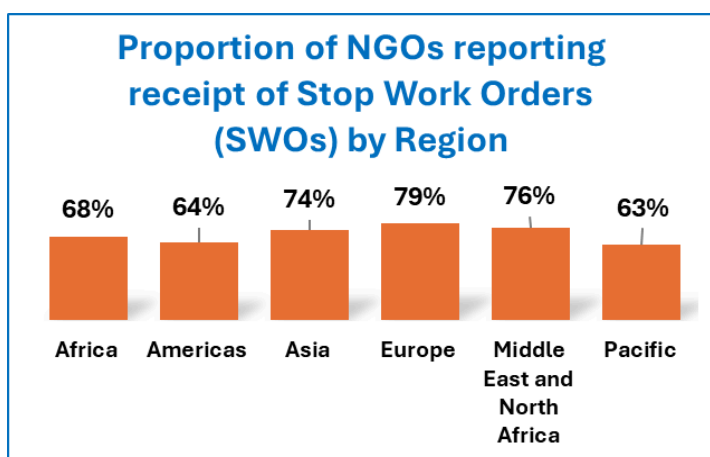
²⁰

<https://www.breakingnews.ie/world/hiv-infections-says-1728286.html>



- Des enfants sont contraints de quitter l'école, en particulier les orphelins et les enfants exposés au VIH.
- La distribution d'intrants agricoles pour la plantation (semences et outils) a été suspendue. Ces ajournements signifient que la saison courte de plantation n'a pas été respectée, ce qui accroît les risques d'insécurité alimentaire et les besoins humanitaires à l'avenir.
- Les communautés de réfugiés ont perdu l'accès à la protection sociale, aux services juridiques et aux services d'autonomisation. Plus d'informations [ci-dessous](#).
- Les programmes pour l'eau, l'éducation, le refuge et la trésorerie subissent un impact négatif.

En outre, les services de lutte contre la violence sexiste et de protection de l'enfance ont été suspendus, les personnes interrogées soulignent les risques accrus de travail des enfants, de mariages précoces et d'abandon scolaire. D'autres ont souligné l'impact critique de la suspension des services juridiques et de soutien pour les survivants de la violence domestique, qui oblige les femmes à rester avec leurs agresseurs et à risquer la mort.



La suspension du soutien aux services de santé sexuelle et reproductive fait également froid dans le dos : L'analyse de l'Institut Guttmacher estime que [130 000 femmes se sont vu refuser des contraceptifs](#) chaque jour du gel, soit un total de 3,4 millions.²¹ Ils prévoient que 8 340 femmes mourront de complications pendant la grossesse et l'accouchement.

3.2 Responsabilité à l'égard des personnes touchées et érosion de la confiance

Garantir la qualité et la responsabilité de l'action humanitaire est primordial pour le secteur humanitaire, comme le montre l'adoption généralisée de cadres essentiels tels que les [normes humanitaires fondamentales \(CHS\)](#) et la [charte humanitaire et les normes minimales pour les](#)

²¹ [Family Planning Impact of the Trump Foreign Assistance Freeze | Guttmacher Institute](#)

[interventions en cas de catastrophe \(Sphere\)](#). En 2022, les principaux membres du Comité permanent inter-organisations ont affirmé l'engagement du CPI à veiller à ce que la Responsabilité à l'égard des personnes touchées soit au cœur d'une action humanitaire fondée sur des principes.

Le gel rapide de programmes essentiels a ébranlé les fondements sur lesquels reposent ces engagements. Les membres du Conseil international des agences bénévoles s'efforcent d'offrir des programmes qui sont élaborés avec les communautés et qui répondent aux besoins et aux perspectives des personnes affectées par la crise. Toutefois, nombre d'entre eux éprouvent actuellement des difficultés à expliquer aux personnes qui ont besoin de ces services la situation et les raisons pour lesquelles ces programmes sont interrompus.

“

It is difficult to explain the sudden suspension to the people and our entire credibility is at stake.

Humanitarian Aid Worker
ICVA Member

”

Plusieurs répondants à l'enquête ont souligné la méfiance et l'incompréhension des communautés face à l'arrêt quasi immédiat de la programmation sans avertissement. Le faible niveau d'alphabétisation et la médiocrité des infrastructures de communication dans de nombreux contextes ont été soulignés comme un obstacle au partage d'informations de masse, tout comme le manque de personnel disponible pour rencontrer les communautés en raison du gel des financements.

Une ONG nationale a indiqué que la communauté croyait que l'ONG volait l'argent, car elle ne comprenait pas que le financement puisse être « repris » par un donateur. Le manque d'avertissement et l'arrête impérieux des dépenses, y compris en licenciant du personnel, n'ont pas laissé beaucoup de temps pour engager une action ou un dialogue significatif avec la communauté.

En réponse à la situation actuelle, l'Alliance CHS, membre du Conseil international des agences bénévoles, a souligné le besoin crucial de défendre les droits et la dignité des personnes en cette période de crise.²²

²² CHS Alliance, [Unwavering solidarity: Defending people's rights and dignity in this time of crisis](#), 7 February

Ressource : Le Conseil international des agences bénévoles et l'Alliance CHS ont publié ensemble [des messages collectifs sur les suspensions et les arrêts de l'aide humanitaire](#) pour la population touchée.

3.3 Dégradation du système de protection et de recours aux voies juridiques pour les personnes déplacées

Les programmes de protection et de recours aux voies juridiques pour les personnes déplacées de force ont été profondément perturbés par la suspension des financements y compris ceux acheminés par le PRM (Bureau of Population, Refugees, and Migration) et les décrets, comme celui sur la suspension du programme d'admission des réfugiés aux États-Unis (USRAP)²³.

L'impact combiné a conduit les intervenants humanitaires à réduire considérablement ou à suspendre l'aide essentielle, laissant un grand nombre de personnes déplacées de force et d'apatrides sans soutien.

Les principales interventions de protection pour les personnes déplacées, en l'occurrence la violence sexiste, les programmes d'éducation et le soutien aux moyens de subsistance, ont été réduites.

²³ <https://www.uscis.gov/humanitarian/refugees-and-asylum/usrap>

« Nos vies ont été bouleversées et éparpillées. »

Priorités et perceptions de la communauté à Gedaref, Soudan

Après deux années de conflit incessant, le Soudan connaît une crise humanitaire catastrophique. Même avant les récentes coupes budgétaires de l'USAID, les intervenants humanitaires ont été confrontés à une situation où le niveau des besoins au Soudan dépassait de loin les ressources disponibles.

L'étude récente de Ground Truth Solutions dans le sud du Darfour et à Gedaref montre que les populations ont du mal à accéder à l'aide dont ils ont besoin, qu'ils vivent dans la peur et se sentent souvent humiliés à cause leur incapacité à subvenir aux besoins de leur famille. Moins de la moitié des personnes interrogées ont reçu une aide humanitaire, mais pire encore, parmi celles qui ont reçu une aide, la majorité déclare que celle-ci ne répond pas à leurs besoins les plus importants.

Au Darfour Sud, les initiatives communautaires ont joué un rôle clé pour combler ces lacunes, plus d'un tiers des personnes interrogées ayant reçu un soutien de la part d'initiatives communautaires au cours de l'année écoulée.

Ce soutien prend souvent la forme d'aide alimentaire, notamment par le biais de cuisines collectives. Ces initiatives ont été fragilisées par les récentes coupes budgétaires de l'USAID, ce qui a entraîné la fermeture de nombreuses cuisines collectives dans tout le pays.

La responsabilité des communautés est désormais engagée. Dans ces situations de crise grave et de réduction des budgets, leurs voix doivent plus que jamais guider les décisions,

faute de quoi nous échouerons lamentablement à remplir notre mandat humanitaire fondamental.

Ground Truth Solutions²⁴

Financement du PRM

Le financement du PRM a été une bouée de sauvetage pour de nombreuses populations déplacées. Les ONG ont souligné que les subventions plus modestes accordées au PRM couvraient des activités dans des situations où personne d'autre ne travaillait, en apportant par exemple un soutien aux demandeurs d'asile incapables d'accéder à soins de santé et à l'aide d'urgence.



When the IDPs and community members perceive the humanitarian actors are grossly abandoning them, it may be a push factor for negative coping mechanisms, secondary displacements, or even resorting to joining gangs or armed groups as survival means.

NGO in Nigeria

Le programme d'admission des réfugiés aux États-Unis



Suite au décret sur la réorganisation de l'USRAP, tous les vols de réinstallation de réfugiés vers les États-Unis ont été annulés, même pour les 10 000 réfugiés qui avaient déjà réservé un vol.²⁵

La réinstallation étant en vue, les réfugiés ont commencé à déménager et à vendre leurs biens en prévision de leur départ pour les États-Unis. En raison de l'ordre d'arrêt des travaux, très peu d'informations seraient communiquées aux réfugiés en attente de réinstallation. L'anxiété et la confusion sont aggravées par le manque d'informations disponibles dans les langues parlées. Les services de traduction ont fermé et, en raison du gel des financements, les ONG éprouvent des difficultés à apporter de l'aide psychosociale et de santé mentale.

²⁴ [“Our lives have been turned upside down and scattered.” Community priorities and perceptions in Gedaref, Sudan — Ground Truth Solutions](#)

²⁵ see for example [Stories of Impact: Trump Refugee Ban and Funding Halt - Google Docs](#)

La réinstallation n'est pas seulement une solution durable pour les réfugiés, mais c'est aussi un outil essentiel de protection pour les personnes les plus exposées. Elle témoigne d'un engagement envers le régime international de protection des réfugiés ainsi que du partage des responsabilités au niveau mondial. Le recul mondial par rapport aux progrès importants réalisés ces dernières années inquiète les ONG, pour ce qui concerne l'accès accru aux solutions des pays tiers et à d'autres voies juridiques.

Décret sur la sécurité des frontières

Il est également important de noter que le décret sur la sécurité des frontières²⁶ a laissé de nombreuses personnes déplacées de force qui devaient entrer légalement aux États-Unis, bloquées et dans l'incertitude, en particulier à la frontière entre les États-Unis et le Mexique. Les ONG qui les soutiennent signalent qu'en raison de la violence qui règne dans leur pays, nombre d'entre elles ne seront pas en mesure de rentrer chez elles.

De plus, selon les prévisions des ONG actives dans la région, des milliers de personnes seront confrontées à des risques accrus et à un manque de services essentiels, ce qui aura des répercussions plus larges sur l'ensemble de l'Amérique du Sud. Les possibilités de recours aux voies juridiques se réduisant et les efforts déployés pour s'attaquer aux causes profondes dans les pays d'origine diminuant, les personnes fuyant les persécutions, les conflits et la violence seront contraintes d'emprunter des itinéraires encore plus dangereux et de s'exposer aux passeurs et aux trafiquants, voire pire. En raison de l'ordre d'arrêt des travaux, de nombreux programmes d'aide aux réfugiés et aux migrants en Amérique du Sud, en particulier dans des situations de mouvements mixtes aigus telles que le Bouchon du Darién, ont été interrompus.

3.4 Suspension de l'aide en espèces et sous forme de bons d'achat

L'assistance sous forme d'espèces et de bons d'achat a transformé l'aide humanitaire, donnant le pouvoir et le choix aux personnes touchées par les crises, même dans les contextes les plus difficiles. L'argent liquide permet non seulement de sauver des vies, mais il est également très efficace : Les recherches ont démontré l'efficacité de l'argent liquide qui a permis d'atteindre 18% de personnes en plus par rapport à l'aide alimentaire en nature.²⁷ Il est beaucoup plus rapide de transférer de l'argent à des personnes que de distribuer de la nourriture ou des biens matériels. L'argent liquide permet également de soutenir les marchés et les producteurs locaux. Ces

²⁶ EO, see supra note....

²⁷ ODI, [Doing cash differently: how cash transfers can transform humanitarian aid](#), September 2015

programmes ont également été affectés par la suspension. Selon les membres du Conseil international des agences bénévoles, pendant que les programmes d'aide alimentaire reçoivent des dérogations, ce n'est pas le cas pour les programmes d'aide alimentaire à objectifs multiples. Ceci a un impact négatif sur l'efficacité, les choix personnels et les économies locales. [Lisez le blog du CALP pour plus de détails.](#)

3.5 Aperçu par pays

Basés sur les contributions des membres du Conseil international des agences bénévoles, les exemples suivants illustrent - même si ce n'est que partiellement - l'impact du changement de politique des États-Unis sur les personnes que nous servons. L'impact sur la vie, la santé et le bien-être des personnes ne se fera pleinement sentir que dans les semaines, les mois et les années à venir.

Afrique de l'Ouest et centrale

Burkina Faso

Une seule ONG a indiqué que la suspension avait un impact sur plus de 250 000 femmes et que plus d'1 million d'enfants de moins de 5 ans n'auraient plus accès aux centres de santé communautaires et aux services permettant de sauver des vies qu'elles fournissent.

Tchad

Au Tchad, l'aide aux réfugiés qui ont fui les violences inconcevables dans la région du Darfour, au Soudan, a été suspendue. Pourtant, cette aide leur permettait de se remettre de leur traumatisme, de devenir plus autonomes et d'envoyer leurs enfants à l'école. En raison de ce gel, 32 000 élèves de l'enseignement secondaire bénéficiant d'un programme d'une ONG ne peuvent pas accéder à l'éducation, car les enseignants ne sont pas financés. Les travailleurs locaux, dont beaucoup sont des réfugiés, ont été renvoyés chez eux.

Côte d'Ivoire

En Côte d'Ivoire, 33 188 personnes vivant avec le VIH n'ont plus accès à leur traitement. Ce chiffre comprend 31 995 adultes et 1 193 enfants, qui ont bénéficié de services fournis dans 92 centres de santé dans 9 régions et 24 districts. Tous ces travaux sont désormais suspendus.

Niger

Le Niger est confronté à la violence armée et aux chocs climatiques, qui perturbent la scolarité, déplacent les familles et poussent les jeunes vers les réseaux extrémistes. Pour aider les

populations vulnérables à maintenir les enfants à l'école, un membre du Conseil international des agences bénévoles a fait un don en espèces et en bons d'achat. En raison de l'ordre de suspension, plus de 21 000 personnes au Niger n'ont plus accès à cette aide en espèces et en bons d'achat pour les besoins de base.

Nigeria

- La suspension de l'aide alimentaire et des interventions spécifiques en matière de nutrition affecte directement plus de 55 000 enfants de moins de cinq ans et 11 000 femmes enceintes
- Plus de 81 000 personnes ont perdu l'accès à des consultations externes en raison de la suspension de 11 établissements de santé.
- Les accouchements assistés par un personnel qualifié sont également touchés, ce qui accroît les risques de mortalité infantile et maternelle et de complications.
- Les consultations pour les maladies transmissibles et non transmissibles, qui ont jusqu'à présent pris en charge 85 402 personnes, sont suspendues.
- Plus de 30 000 enfants n'auront plus accès aux services de protection de l'enfance. ce qui exposera davantage ces enfants vulnérables à la violence, aux abus, à l'exploitation et au travail forcé.
- 31 700 personnes n'auront plus accès à des services sanitaires de base, tandis que 26 300 personnes n'auront plus accès à de l'eau propre.
- Assistance alimentaire à près de 60 000 personnes, compléments nutritionnels à 55 000 enfants de moins de cinq ans et plus de 11 000 femmes enceintes qui reçoivent des aliments nutritifs spécialisés, de l'argent ou des bons. - OING

Asie et Pacifique

Afghanistan

L'impact devrait être considérable, en particulier dans des secteurs tels que l'éducation, la protection, l'agriculture et l'eau, l'hygiène et l'assainissement (WASH). Même sans la suspension des financements, l'Afghanistan est l'un des pays où le nombre de cas de choléra et de diarrhée aqueuse aiguë est le plus élevé au monde, avec plus de 175 000 cas signalés en 2024. En 2025, 21 millions d'Afghans auront besoin d'une aide en eau, hygiène et assainissement.²⁸ La suspension signifie :

²⁸ Afghanistan HRP 2025

- Plus de 9 millions de personnes n'auront plus accès aux services de santé et de protection, et près de 600 équipes de santé mobiles, maisons de santé familiales et centres de conseil seront suspendus.
- Toutes les deux heures, une mère décède de complications de grossesse évitables, ce qui fait de l'Afghanistan l'un des pays les plus fatals au monde pour les femmes qui accouchent.

Bangladesh

Un membre du Conseil international des agences bénévoles signale que l'absence persistante de dérogation engendre de graves perturbations dans ses interventions humanitaires en faveur des réfugiés rohingyas au Bangladesh. En conséquence :

- Plus de 47 000 réfugiés rohingyas risquent de ne plus avoir accès à l'eau potable.
- Les enfants rohingyas, dont beaucoup ont survécu à des abus et à l'exploitation, ne bénéficieront plus de services de santé mentale essentiels.
- Des communautés entières seront privées de services d'assainissement et de gestion des déchets, ce qui augmentera le risque de maladies mortelles et aggravera la situation humanitaire déjà désastreuse.

Papouasie-Nouvelle-Guinée

En Papouasie-Nouvelle-Guinée, région sujette aux catastrophes, 86 000 personnes vivant dans des zones à haut risque perdront une aide essentielle pour se remettre des tremblements de terre, des tsunamis, des éruptions volcaniques, des glissements de terrain et des inondations.

Europe

Ukraine

En Ukraine, le déminage de 350 000 m² de terres contaminées par des mines et des munitions non explosées, soit l'équivalent de 50 terrains de football, a été suspendu.

Moyen-Orient

Syrie

Une ONG membre du Conseil international des agences bénévoles opérant dans le pays est profondément préoccupée par le fait que 10 000 ménages se retrouveront sans l'aide d'urgence sur laquelle ils comptaient dans les semaines et les mois à venir, en raison de l'ordre d'arrêt de travail et de l'absence de dérogation.

Plusieurs programmes essentiels sont désormais suspendus, notamment :

- Aide financière multi-usages pour 2 500 ménages comprenant des femmes enceintes et des mères allaitantes, devant initialement commencer en février et se poursuivre pendant six mois.
- Paniers alimentaires pour 500 ménages à Deir Ezzor, prévus dès février.
- Kits hivernaux et vêtements d'hiver pour enfants destinés à 2 000 ménages.
- Fournitures hygiéniques et kits menstruels pour 5 000 ménages, dont la distribution était initialement prévue cette semaine.

Afrique de l'Est et Afrique australe

Au Malawi, au Mozambique, au Zimbabwe et à Madagascar, plus de 300 000 personnes touchées par les cyclones et les inondations ne recevront plus d'aide pour accéder à l'eau potable, à des installations sanitaires et des abris.

Éthiopie

- Plus de 68 000 personnes dont la vie a été bouleversée par le conflit n'auront plus accès à l'eau potable et deviendront vulnérables à des maladies évitables.
- Près de 50 000 femmes et jeunes filles, dont certaines sont enceintes ou allaitantes, risquent de souffrir de malnutrition potentiellement mortelle.
- Plus de 1 000 femmes et jeunes filles vulnérables ayant survécu à la violence perdront l'accès à la nourriture, à un refuge et à la sécurité.
- 3 600 mères perdront le soutien nécessaire pour s'occuper de 11 500 enfants de moins de deux ans, risquant ainsi de souffrir de malnutrition et de maladie.

Sud Soudan

Au Soudan du Sud, les services destinés à 180 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays dans 10 camps sont interrompus car l'infrastructure existante ne peut pas être maintenue.

Amériques

Dans des pays comme l'Équateur et la Colombie, le soutien apporté aux femmes qui ont survécu à des abus de la part de leurs ex-partenaires et conjoints est également suspendu. Elles se sentent toutes vulnérables et risquent de retomber entre les mains de leurs anciens agresseurs ou d'être exploitées par des réseaux de traite des êtres humains

Honduras et Guatemala

Au Honduras et au Guatemala, plus de 22 000 femmes et jeunes filles ne bénéficieront plus d'espaces sûrs et de conseils juridiques qui les protègent de la violence domestique.

Pérou

Au Pérou, des programmes qui favorisent l'intégration des personnes fuyant la crise politique et économique au Venezuela ont été suspendus. L'absence de tels programmes augmente le risque que ces personnes tentent le voyage vers la frontière américano-mexicaine.

États-Unis

Aux États-Unis, plus de 850 000 personnes originaires de 17 pays désignés bénéficient d'un statut de protection temporaire. La fin de ce statut aura un impact considérable sur ces personnes, les exposant à un risque d'expulsion et de renvoi dans leur pays.

Le statut juridique des personnes légalement admises aux États-Unis pour raisons humanitaires est menacé. Il s'agit notamment de :

- Plus de 530 000 personnes justifiant de raisons humanitaires dans le cadre du programme CHNV (Cuba, Haïti, Nicaragua et Venezuela),
- Plus de 220 000 personnes dans le cadre du programme « United for Ukraine », et
- Plus de 930 000 personnes entrées via CBP One à la frontière sud.

Dépêche d'Afghanistan :

Un espoir qui s'évanouit : la lutte des femmes pour leur indépendance et leurs perspectives

Plusieurs membres du Conseil international des agences bénévoles travaillent en Afghanistan, en partenariat avec la population afghane et des ONG locales. Nombre de ces programmes apportent soutien et espoir aux femmes et aux jeunes filles, qui sont confrontées à des défis de plus en plus difficiles en raison de la discrimination, des restrictions et du manque d'accès aux services.

Une jeune femme participant à l'un de ces programmes a partagé son histoire avec nous :

« Ce travail m'a non seulement permis de gagner un revenu et d'être financièrement indépendante, mais il m'a aussi tenue à l'écart de la violence et de la discrimination que de nombreuses femmes et jeunes filles subissent à l'extérieur de leur foyer sous le gouvernement actuel.

Cette décision a eu un impact profond sur ma vie personnelle. C'est la seule activité que j'ai eue en Afghanistan et qui m'a permis de rester engagée et active. Il y a trois ans, j'ai d'abord été privée de la possibilité d'aller à l'université. J'étais étudiante en droit, il ne me restait plus qu'un semestre avant d'obtenir mon diplôme, mais hélas, mes études sont restées inachevées.

Après cela, en 2024, je me suis inscrite à un programme de médecine et j'ai atteint mon deuxième semestre, mais malheureusement, l'institut a également été fermé. Malgré ces revers, j'ai trouvé du réconfort et de l'espoir dans ce travail. J'étais heureuse de pouvoir au moins travailler en ligne depuis chez moi. Cela m'a permis de rester active et d'entrer en contact avec de nombreuses femmes à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Pour les femmes et les jeunes filles afghanes, presque tout a été supprimé par le gouvernement actuel, ce qui nous laisse très peu de possibilités de rester engagées et de travailler. Si ces rares opportunités nous sont retirées, nous n'aurons plus le sentiment d'être considérées comme des êtres humains. Nous perdrons

complètement l'espoir en un avenir meilleur. Nous nous sentirons désespérées, sans vie et vulnérables à de graves problèmes de santé mentale.

Au bout du compte, nous finirons par souffrir de graves maladies mentales et nous aurons l'impression de disparaître complètement.

Je vous demande instamment, je vous en prie, de ne pas cesser ces activités. Les femmes et les jeunes filles afghanes sont confrontées à des défis et à des difficultés considérables, et ce travail est l'une des rares lueurs d'espoir qu'il nous reste. »

“

We have had to lay off hundreds of staff. Which means we are not present on the ground – on key crises. In Chad, South Sudan ... where there's already too little attention, too little staff, too few

INGO

”

4. L'impact sur le système humanitaire

Dans cette section :

- Vue d'ensemble
- Reculs sur les bénéfices de la localisation
- Coupes dans la coordination, l'analyse et la gestion de l'information

4.1 Vue d'ensemble

La suspension et les décrets exécutifs ont profondément ébranlé le système humanitaire mondial. Compte tenu de la forte dépendance de nombreuses agences humanitaires à l'égard du financement américain, cet arrêt soudain a eu des conséquences néfastes sur l'efficacité et la durabilité de l'intervention humanitaire collective et sur les agences elles-mêmes.

Même les 32% des répondants à l'enquête du Conseil international des agences bénévoles qui ne reçoivent pas de financement direct ou indirect des États-Unis font état d'un effet d'entraînement évident :

- Les activités conjointes avec des partenaires ont cessé, avec un impact sur les services essentiels et la qualité des programmes.
- Les besoins communautaires ont évolué et les attentes ont augmenté à l'égard des programmes maintenus.
- Réduction du nombre de partenaires potentiels, y compris les ONG locales et nationales.
- La perte du financement anticipé des États-Unis et la crainte d'une concurrence accrue entre les donateurs restants
- Les mécanismes de coordination des ONG ont été gravement touchés.

La suspension représente une menace réelle pour de nombreuses ONG, en particulier les ONG locales, les ONG nationales et les organisations communautaires. 55% des ONG interrogées font état d'effets négatifs sur leur personnel, notamment des suspensions, des licenciements et des congés non payés. Des **milliers d'emplois à tous les niveaux du système humanitaire sont concernés**, qu'il s'agisse des services de proximité, des travailleurs de la santé, des services d'aide aux réfugiés et à la réinstallation, du plaidoyer, de la coordination, de la politique ou du personnel de soutien.



Mois de réserves restants pour les organisations à but non lucratif

Source : [Suivi du gel de l'Aide mondiale](#)

Les principales raisons évoquées pour la suspension sont les suivantes :

- Un manque de liquidité : Les agences qui dépendent du financement américain **épuisent leurs réserves et leurs fonds non affectés** - si elles en ont - pour couvrir les déficits de financement inattendus et remplir leurs obligations envers les communautés, les partenaires, le personnel, les gouvernements et les fournisseurs. Les données du Global Aid Freeze Tracker montrent que 22% des organisations à but non lucratif ne disposent de ressources financières que pour couvrir 1 mois, et que 12,5% seulement disposent de ressources suffisantes pour couvrir 6 mois.
- Les retards persistants dans le système de paiement signifient que **les remboursements dus aux ONG** pour l'accomplissement de leur mission n'ont pas encore été versés. Le gouvernement américain doit à plusieurs agences des millions de dollars en remboursement et en paiement de contrats. Ce qui leur a causé de graves problèmes de trésorerie et de liquidités.
- Bien que des dérogations aient été annoncées, le manque de clarté quant à leur portée et à leur intention a fait **craindre des coûts non éligibles**. Compte tenu de l'ampleur du financement octroyé par les États-Unis, les coûts non éligibles seraient synonymes de faillite pour de nombreuses organisations.
- Même si les licenciements de personnel avaient pour but de réduire les dépenses futures, les agences ont dû **absorber ou planifier des coûts supplémentaires** dus à la cessation d'emploi, comme les indemnités de licenciement, les indemnités de départ tenant lieu de préavis.
- Des contrats de fournisseurs ont été payés à l'avance et des marchandises ont été reçues, mais comme elles n'ont pas été distribuées, elles ne peuvent pas être remboursées.

Les agences ont également émis des inquiétudes quant au **risque élevé de poursuites judiciaires coûteuses** en raison des licenciements brusques de personnel et de l'incapacité à payer les fournisseurs.

4.2 Diminutions des gains de localisation

Comme l'ont souligné de nombreuses cartographies des capacités des ONG locales et nationales travaillant dans des contextes humanitaires, celles-ci dépendent généralement du financement des partenaires internationaux, avec peu ou pas de réserves ou de fonds non affectés. L'arrêt des travaux de ces agences menace donc leur survie.

Les personnes interrogées mentionnent « la fermeture » de petites organisations locales, ce qui affecte l'assistance et la résilience des communautés et limite le nombre de partenaires avec lesquels elles pourront travailler à l'avenir. Le [Global Aid Freeze Tracker](#) estime qu'environ 15 147 sous-bénéficiaires et sous-traitants locaux seraient touchés par l'ordre d'arrêt des travaux (au 20 février).



No impact directly on our work, but possibly indirectly because now our local partner gets into trouble because of the commitments they can't hold because of the stop order.

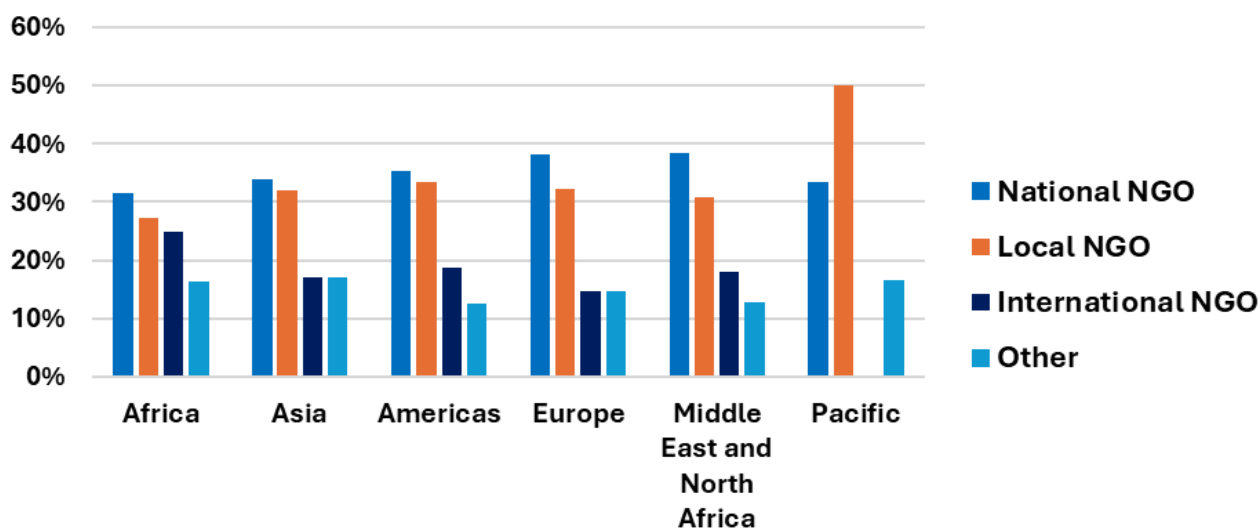
INGO



Les résultats de l'enquête montrent que les ONG nationales et locales sont gravement touchées. Ce constat est corroboré par les données fournies par Humanitarian Outcomes, qui montrent qu'au moins 11 ONG locales et nationales ont déjà été fermées et que 204 ont dû réduire leurs activités.

29

% of NGOs reporting negative effects of SWOs, by region and type of partnership affected



Les ONG locales et nationales interrogées craignent de perdre du personnel qualifié ainsi que la confiance des communautés et des autorités locales, en plus de voir leur responsabilité juridique engagée. Nombre d'entre elles bien intégrées dans les communautés, se sentent « coupables d'abandonner leur propre peuple ». Selon elles, leur réputation d'amies digne de confiance de la communauté est entachée. Certaines encore craignent des représailles de la part du

²⁹ Humanitarian Outcomes, 3 March Defunding Crisis Impact Tracker

gouvernement ou des poursuites judiciaires en raison de la rupture brusque des contrats de travail et de ceux avec les fournisseurs. L'une d'entre elles a déclaré : « Nous constatons qu'une grande méfiance de la part de la population, de notre personnel et de nos collègues s'est installée. »

En plus d'avoir un impact direct sur les ONG locales et nationales, l'USAID a été l'un des principaux donateurs à promouvoir l'agenda local, notamment en finançant des initiatives de renforcement des capacités de celles-ci. Elle a également soutenu les forums et réseaux d'ONG comme le Conseil international des agences bénévoles, afin d'amplifier les voix des ONG locales et nationales. Ces initiatives ont été gelées. En outre, Il est à craindre que les organisations dirigées par des femmes, des réfugiés et des jeunes ne souffrent gravement car elles sont négativement affectées par le gel des fonds, mais aussi par les changements dans les politiques américaines de protection des réfugiés et de diversité.

Malgré les efforts déployés par les ONG internationales pour tenter d'atténuer les répercussions sur leurs partenaires locaux et nationaux, notamment en utilisant leurs propres réserves et en réorientant leur financement, les ONG locales et nationales déclarent avoir interrompu jusqu'à 90% de leurs programmes et licencié du personnel. Certaines ont essayé de compenser en utilisant des fonds personnels ou en travaillant bénévolement, mais cette approche n'est pas viable sur le long terme.

4.3 Réduction de la coordination, de l'analyse et de la gestion de l'information

La coordination indépendante des ONG, en particulier le forum des ONG, est reconnue comme une composante essentielle du système du Comité permanent inter-organisations (CPI)³⁰. Les forums d'ONG sont présents à 96% dans les équipes de pays pour l'action humanitaire, le principal organe inter-organisationnel de supervision de l'intervenant humanitaire au niveau national. Ils représentent la voix collective des ONG et assurent la coordination opérationnelle entre les membres. Les forums d'ONG renforcent l'efficacité de l'intervenant humanitaire. Ils aident les organisations humanitaires à identifier et à répondre aux besoins, à prévenir les lacunes et les doubles emplois, à optimiser l'efficacité, à assurer la sécurité des travailleurs humanitaires, à respecter les normes humanitaires fondamentales, à promouvoir l'accès à l'aide humanitaire et à défendre les principes humanitaires.



We are 50% BHA funded. SIDA/ECHO funding can cover until end of March but will have to downscale from March.

INGO Forum



³⁰ The IASC was established by the UN General Assembly resolution 46/182 in 1991.

Ces dernières années, les États-Unis et plusieurs autres donateurs humanitaires ont amélioré l'efficacité, l'analyse et la sécurité en investissant dans la fonction essentielle de coordination. Les États-Unis ont été l'un des principaux donateurs à soutenir la participation des ONG à la coordination inter-organisation et à renforcer les mécanismes de coordination dirigés par les ONG. Les États-Unis ont également encouragé la participation des ONG nationales et locales aux efforts de coordination.

Réduction des emplois au sein des forums des ONG

Les résultats de l'enquête montrent que 50% (17 sur 35) des emplois dans les ONG internationales et forums d'ONG mixtes dépendent du financement américain, ce qui les expose à un risque élevé. Bien que certaines ONG accueillant ces forums aient reçu des dérogations leur permettant de poursuivre certaines de leurs activités, ces dérogations excluent explicitement les activités liées à la coordination, ce qui met directement en péril la compétence du secrétariat du forum.



22 of 36 coordination positions in our context were BHA funded.

NGO Forum



Le secrétariat d'un forum d'ONG a déjà été fermé, tandis que d'autres prévoient de ne fonctionner que quelques semaines de plus en réaffectant les fonds existants. La viabilité future de ces forums d'ONG reste incertaine, car le soutien d'autres donateurs n'est ni garanti ni facilement disponible.

La situation des forums nationaux d'ONG est ambiguë à ce stade, car nombre d'entre eux ne recevaient déjà pas de financement direct de la part des donateurs et dépendaient directement de leurs membres pour maintenir leurs ressources. Compte tenu des implications pour le financement des ONG nationales, on peut s'attendre à un nouvel affaiblissement de ces forums.

Coupes de groupes

Au niveau national, les ONG sont désormais contraintes de réduire les fonctions de coordination dédiées, notamment les co-responsables de groupes indépendants et la gestion de l'information. Le système CPI a réagi de manière proactive : il semble que les agences des Nations unies et les ONG soient disposées à essayer de gérer activement la réduction de l'architecture de la

coordination humanitaire, notamment en limitant les fonctions de groupe à une fonction de soutien à distance et en mettant l'accent sur les approches locales ou par zone.

Si les agences profitent de la crise pour améliorer l'efficacité de la coordination, elles courent également un risque lorsque les ressources des fonctions de coordination des ONG spécialisées sont réduites. Il est particulièrement préoccupant de constater que les progrès indispensables visant à garantir que le leadership des groupes/secteurs soit plus indépendant des grandes agences, plus diversifié dans ses perspectives et plus inclusif des ONG pourraient être perdus. Le retour à la double casquette des chefs de file sectoriels pourrait devenir une réalité. Ce qui pourrait se traduire par une prise de décision plus dominée par les Nations unies au niveau stratégique et financier, par des approches moins localisées et par une perte d'espace pour les ONG, à moins que l'influence de ces dernières ne puisse être maintenue par d'autres moyens.

Impacts sur la prise de décision efficace

Certains des premiers postes d'ONG supprimés concernaient la gestion de l'information et l'évaluation des besoins. Les initiatives des ONG en matière de données et d'analyse - essentielles pour soutenir une planification et une hiérarchisation de l'aide fondées sur les besoins et les principes - ont été largement suspendues. Nombre d'entre eux risquent sérieusement d'être licenciés.

Le travail d'évaluation des besoins et de planification d'une grande partie du système humanitaire repose sur des services spécialisés. FEWS NET, le mécanisme d'alerte précoce en cas de famine, a totalement suspendu ses services vitaux, ce qui compromet les efforts visant à anticiper les crises alimentaires et à y réagir rapidement. On estime que chaque euro dépensé pour l'action précoce permet d'économiser 7 euros dans la réponse humanitaire, ce qui représente une utilisation efficace des fonds humanitaires. Les membres du Conseil international des agences bénévoles ont souligné qu'en l'absence de services d'information et d'analyse, ils auront du mal à évaluer les besoins et à établir des priorités. Une réduction ou une perte permanente de ces services aurait un impact direct sur la visibilité des besoins humanitaires, y compris l'identification de l'impact total des coupes et des suspensions dans tous les secteurs.

Sécurité des données

Les réductions et suspensions de financement se répercutent également sur la sécurité des données. La perte ou l'exposition de données opérationnelles sont



This is not just a financial crisis but a strategic battle for credibility, trust, and operational space.

INGO in discussion with ICVA



des risques critiques qui ne sont souvent pas pris en compte lors d'une réduction ou d'une fermeture rapide des opérations :

- La perte de données opérationnelles peut avoir un impact sur la capacité à planifier, prioriser, répondre, contrôler et rendre compte de manière efficace, ainsi que sur la capacité à mener des actions de plaidoyer et de mobilisation des ressources fondées sur des données probantes.
- L'exposition de données sensibles peut porter préjudice à la population touchée, aux communautés d'accueil et au personnel humanitaire, et peut empêcher les organisations humanitaires de réagir.

Le groupe de travail interagence sur la responsabilité des données a élaboré une courte liste de contrôle sur la manière de gérer les données lorsqu'un projet doit être arrêté de manière inattendue, afin d'aider les agences touchées par le gel à réduire la perte de données opérationnelles et à prévenir l'exposition des données.³¹



Ressource : [Responsabilité des données en cas de réduction rapide de l'échelle ou de fermeture des opérations](#)

Coordination mondiale

Au niveau international, l'interaction des trois consortiums mondiaux d'ONG représentés au Comité permanent inter-organisations - Conseil international des agences bénévoles, et le Comité directeur pour la réponse humanitaire (SCHR) - ont également été touchés par les nouvelles politiques d'aide étrangère des États-Unis. Ces réseaux aident leurs membres à identifier, traiter et faire remonter les besoins humanitaires et les goulets d'étranglement opérationnels vers les décideurs et les donateurs, à partager les meilleures pratiques et à garantir leur engagement dans les espaces politiques et de coordination mondiaux, dont les décisions ont un impact sur des millions de vies.

³¹ Data Responsibility Working Group, [Data Responsibility in Rapid Scale-Down or Closure of Operations](#), February 2025

4. Menaces pour une action humanitaire fondée sur des principes

Dans cette section :

- La politisation de l'aide
- Accès et sécurité de l'aide humanitaire



The humanitarian space will become much smaller, loss of synergies and cooperation partners, big effects on cluster and UN system with unforeseen consequences.

INGO

4.1 La politisation de l'aide :



Tous les gouvernements ont le droit souverain d'élaborer leurs stratégies d'aide en fonction des objectifs de leur politique étrangère. Cependant, il est tout aussi essentiel de protéger les principes fondamentaux de l'aide humanitaire - humanité, impartialité, neutralité et indépendance - afin de garantir que l'aide vitale parvienne à ceux qui en ont besoin, indépendamment des changements politiques.

Les récents changements de politique des États-Unis posent des défis importants à ces principes. En discutant avec ses membres, le Conseil international des agences bénévoles a recueilli des

préoccupations concernant les implications pour une action humanitaire fondée sur des principes et des recommandations pour sauvegarder l'espace humanitaire.

Ces préoccupations sont résumées ci-dessous :

L'humanité

L'objectif principal de l'aide humanitaire - sauver des vies, réduire les souffrances et préserver la dignité - a été gravement perturbé par les suspensions abruptes et chaotiques du financement, ainsi que par les décrets d'application. Les conséquences pour les communautés touchées sont immédiates et dévastatrices. Des millions de personnes sont privées d'aide vitale, de services essentiels et de protection. Lorsque les populations les plus vulnérables, telles que les réfugiés, les migrants et les personnes LGBTIQ+, se voient refuser une aide humanitaire en raison de leur identité ou de leur statut, les principes d'humanité et d'impartialité sont profondément ébranlés.

Impartialité

L'aide humanitaire doit être fournie uniquement en fonction des besoins, sans discrimination. Cependant, conditionner l'aide à un alignement idéologique ou politique contredit ce principe. La réorientation de la politique d'aide étrangère des États-Unis risque de détourner les ressources des crises les plus urgentes au profit de priorités géopolitiques. Elle menace également d'exclure les groupes vulnérables dont les besoins ne correspondent pas aux priorités de financement dictées par la politique, en particulier dans les services de santé et de protection des femmes.³²

Neutralité

La politisation croissante de l'aide risque d'éroder la confiance dans les intervenants humanitaires, rendant leur travail plus dangereux. Comme l'a déclaré un membre du Conseil international des agences bénévoles : « Le discours dominant des États-Unis sur la politisation de l'aide entache la totalité de l'aide ». Cette perception peut conduire à un ciblage accru des travailleurs humanitaires et compromettre l'accès aux zones de crise. Dans les environnements politiquement fragiles où la politique étrangère est controversée, le maintien de la neutralité est essentiel pour garantir que les organisations humanitaires puissent opérer de manière sûre et efficace.

“

While many humanitarian organisations are heavily dependent on US aid and are adopting a “wait and see approach” approach in the hope that funding will be restored and with that their ability to resume life-saving work, the humanitarian community risks allowing the political weaponization of aid to go unchallenged.

INGO in discussion with ICVA

”

³² Humanitarian Practice Network, [The US administration assault on DEIA is an assault on the humanitarian principles of humanity and impartiality](#), 12 February 2025

Indépendance

En faisant de l'aide un instrument de l'influence américaine plutôt qu'un impératif humanitaire, la capacité des organisations humanitaires à opérer de manière indépendante est menacée. Pour ceux qui dépendent fortement du financement américain, le dilemme est clair : se conformer aux priorités politiques changeantes ou faire face à la perte d'un soutien financier essentiel. Cette dynamique menace d'éroder la capacité des intervenants humanitaires à prendre des décisions indépendantes et fondées sur les besoins.

Si les gouvernements ont la priorité d'adapter les politiques d'aide, il est essentiel que ces changements ne compromettent pas les principes humanitaires fondamentaux qui sous-tendent l'action humanitaire mondiale. La préservation de ces principes n'est pas seulement une obligation supplémentaire, mais elle est également essentielle pour maintenir la confiance, l'accès et l'efficacité des intervenants humanitaires dans le monde entier.

4.2 Accès à et sécurité de l'aide humanitaire

Les agences humanitaires ont besoin de l'accord des communautés et des autorités pour assurer la sécurité de leur personnel et des personnes qu'elles servent, ainsi que l'accès de l'aide humanitaire aux populations touchées. Cette suspension a un impact négatif sur la sécurité et l'accès des travailleurs humanitaires :

Sécurité


Le Global Interagency Security Forum (GISF), membre du Conseil international des agences bénévoles, a souligné que la suspension du financement humanitaire américain perturbe les opérations d'aide dans les environnements à haut risque, augmentant ainsi les risques de sécurité pour les ONG et leur personnel. Alors que l'on ne connaît pas encore toute l'étendue de l'impact, les conséquences pour la sécurité des travailleurs humanitaires sont à la fois immédiates et à long terme :

- Risques accrus pour les travailleurs et les programmes d'aide : L'arrêt soudain des services essentiels laisse les communautés dans l'incertitude et les vendeurs locaux impayés. Les ONG, incapables d'en expliquer pleinement les raisons aux communautés, aux autorités locales et aux partenaires, sont confrontées à des frustrations croissantes, à une érosion de la confiance et à des risques de sécurité accrus dans des environnements où l'acceptation est la clé d'un accès sûr aux communautés. Les programmes de stockage de

nourriture, de fournitures médicales et de biens de première nécessité sont désormais exposés au pillage et au vol en raison de l'affaiblissement des mesures de sécurité.

- Impact sur la mise en œuvre des programmes d'autres donateurs : Le personnel et les ressources des OING en matière de sécurité sont rarement financés en totalité par un seul donateur, les coûts étant répartis entre plusieurs subventions pour des raisons d'efficacité programmatique et de rentabilité. Le personnel de sécurité de haut niveau, qui supervise les interventions et gère les risques les plus difficiles, est souvent financé par le budget de base, mais ces fonds sont maintenant réorientés pour maintenir la solvabilité des ONG. Plus de 70% des 130 OING membres de la GISF sont affectées par la suspension du financement américain.

Le GISF a publié des orientations sur la gestion de certains risques émergents en matière de sécurité pendant la période de suspension :



Gestion des risques de sécurité (SRM) pendant les périodes de suspension : Un guide pour les ONG

Acceptation par les autorités

Bien que certaines autorités aient offert leur soutien aux ONG pour qu'elles puissent continuer à offrir leurs services, les relations entre les ONG et les autorités locales seraient de plus en plus tendues. Dans certains cas, les autorités locales figuraient parmi les partenaires directs auxquels le financement a été retiré. La fermeture rapide des centres communautaires et le licenciement immédiat du personnel et des « bénévoles » communautaires recevant des primes d'encouragement pourraient constituer une violation de la législation nationale du travail, ce qui a eu des répercussions négatives sur les relations avec les autorités et sur la confiance avec le personnel et les communautés.

Impacts sur l'accès physique

Les personnes interrogées ont souligné l'impact de la suspension sur la présence physique au niveau communautaire, en raison de l'impossibilité de payer les loyers des bureaux, les contrats de location de véhicules, d'acheter du carburant ou de rémunérer le personnel.

L'impact potentiel des réductions de financement des opérations aériennes du Service aérien humanitaire des Nations Unies est également préoccupant pour les ONG, qui dépendent souvent de ces services et d'autres services communs. Les fonds américains représentaient près de 50%

du financement global de l'UNHAS en 2023, et une réduction des vols de l'UNHAS aura un impact négatif sur l'accès des ONG, certaines zones devenant trop difficiles à atteindre, et sur la sûreté et la sécurité du personnel, les ONG étant obligées de recourir à des moyens de transport moins sûrs.

Espace humanitaire

On assiste à une recrudescence d'informations fausses et trompeuses sur les réseaux sociaux, y compris de la part de l'administration américaine, visant à justifier la réduction de l'aide étrangère et le démantèlement de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Depuis le gel des financements américains, le discours négatif sur l'aide s'est intensifié, alimentant encore le scepticisme du public et la justification politique des mesures restrictives.³³ Cette vague de désinformation a été utilisée pour imposer des restrictions plus importantes aux organisations de la société civile. Certains membres signalent qu'ils se heurtent à un nombre croissant d'obstacles bureaucratiques et administratifs, souvent justifiés par le changement de la politique étrangère des États-Unis. En Serbie, la police aurait perquisitionné les bureaux de quatre organisations de la société civile, invoquant des inquiétudes quant à l'utilisation abusive présumée des fonds de l'USAID.³⁴

5. La réponse des ONG :

Naviguer dans la crise et plaider pour le changement

Dans cette section :

- **Naviguer dans la suspension**
- **Plaidoyer et action juridique**
- **Réflexions sur les bonnes pratiques des donateurs :**

³³ Insecurity Insight

<https://insecurityinsight.org/wp-content/uploads/2025/03/USAID-Freeze-Discussion-on-Social-Media-Protecting-the-Humanitarian-Space-in-the-Sahel-Region-February-2025.pdf>

³⁴

<https://europeanwesternbalkans.com/2025/02/25/serbian-authorities-raid-critical-csos-cite-trump-administrations-statements-on-usaid/>

Les membres du Conseil international des agences bénévoles et les ONG partenaires ont mis en évidence une série de mesures d'atténuation et de contre-mesures qu'ils emploient pour faire face à la suspension. Malgré les actions menées par les ONG pour atténuer l'impact de la réorientation de la politique d'aide étrangère des États-Unis sur les personnes touchées par la crise, la situation actuelle est beaucoup trop difficile. Les capacités d'organisation, politiques, de plaidoyer et de coordination des ONG sont affaiblies.

Cela intervient à un moment où la nécessité de réformer le système ne peut être ignorée. Les ONG demandent que ces réformes ne soient pas réalisées précipitamment, mais qu'elles fassent l'objet d'une large consultation avec toutes les parties prenantes, y compris les personnes touchées par la crise.

Naviguer dans la suspension

Toutes les agences concernées par les arrêts de travail doivent prendre des décisions financières importantes et revoir leurs budgets. Au niveau opérationnel, les ONG ont également participé activement à l'atténuation de l'impact des ordres d'arrêt des travaux. Faute de temps pour se préparer à la suspension, les ONG ont été contraintes d'employer toute une série de tactiques pour atténuer les effets de la suspension, dont certaines impacteront leur organisation pendant des mois, voire des années.

Il s'agit notamment de :

- L'utilisation de l'épargne personnelle pour couvrir les activités du programme en faveur des enfants vulnérables.
- Demander au personnel de continuer à travailler et à fournir des prestations sur une base volontaire.
- L'utilisation des réserves ou des fonds non affectés, s'ils sont disponibles. Cette approche a des implications significatives pour la gestion des risques organisationnels futurs et la pertinence des programmes.
- Demander à d'autres donateurs de couvrir le montant suspendu ou supprimé ; augmenter le financement et en particulier le financement non affecté ; et permettre une certaine flexibilité dans les dépenses de leurs propres fonds pour assurer la liquidité de l'ONG.
- Demander des dérogations et compter sur leur approbation future.
- Rechercher des financements alternatifs auprès de nouveaux donateurs.
- Se tourner vers des fonds de financement commun pour les pays ou d'autres fonds de financement commun.

- Se tourner vers le financement des entreprises sociales.
- Chercher la contribution des églises, de la diaspora, des gouvernements locaux et d'autres personnes au sein de la communauté.

Plaidoyer et action juridique

Malgré les risques potentiels pour leur financement, de nombreux membres du Conseil international des agences bénévoles et des ONG partenaires plus larges ont publiquement exprimé leur position concernant les changements dans l'aide étrangère et la politique humanitaire des États-Unis, par le biais de déclarations de plaidoyer, d'engagement dans les médias et d'actions en justice. Le plaidoyer se concentre principalement sur l'impact de la suspension sur les personnes dans le besoin et souligne que l'aide à l'étranger continue de bénéficier d'un soutien important dans les bases électorales, y compris aux États-Unis. Pour une vue d'ensemble des déclarations des ONG et des enquêtes sur la perception de l'aide étrangère, veuillez consulter le [site web du Conseil international des agences bénévoles](#).

Les ONG intentent une action en justice

Dans une lettre ouverte au Congrès, plus de 130 organisations ont appelé les législateurs américains à s'opposer aux efforts visant à mettre un terme à l'aide étrangère des États-Unis, notamment au travail essentiel de L'Agence américaine pour le développement international (USAID). La lettre souligne que les investissements de l'USAID, qui représentent moins de 1% du budget fédéral, jouent un rôle essentiel pour relever les défis internationaux, tels que la prévention des pandémies, la promotion de la résilience économique et la réduction de conflits. Des programmes tels que le PEPFAR, le système d'alerte précoce en cas de famine et l'aide à la nutrition ont sauvé des millions de vies et profité aux entreprises américaines.³⁵

Le secrétaire général d'Act Alliance, membre du Conseil international des agences bénévoles, une coalition mondiale confessionnelle de 140 membres, a déclaré : « En tant que personnes de foi, nous croyons en l'impératif moral de prendre soin de ceux qui sont en marge de la société - les mères, les enfants, les personnes handicapées, les réfugiés, les demandeurs d'asile, les migrants et tous ceux qui sont confrontés à des injustices systémiques. L'aide étrangère a toujours été un témoignage de l'humanité partagée ; les réductions brutales de financement menacent la capacité des ONG internationales et locales à maintenir des services essentiels. »³⁶

³⁵ See Save US Foreign Aid, [Tell Congress to Save U.S. Foreign Assistance](#)

³⁶ ACT, [General Secretary Statement](#), 11 February 2025

Le 10 février, le procès Pacito versus Trump a été intenté dans le district ouest de Washington. Il est demandé à la Cour de déclarer illégal le décret sur la suspension de l'USRAP, d'interdire toute mise en œuvre du décret et de rétablir le financement des réfugiés.

Le procès a été intenté par l'International Refugee Assistance Project (IRAP) au nom de trois membres du Conseil international des agences bénévoles : Church World Service (CWS), HIAS, et Lutheran Community Services Northwest (LCSNW) - dont la capacité à fournir des services essentiels aux réfugiés aux États-Unis et à l'étranger a été gravement entravée par la suspension de l'USRAP et de son financement. L'action en justice représente également des plaignants individuels, notamment des réfugiés dont le voyage vers les États-Unis a été annulé dans un délai très court, des familles qui espèrent se réunir après des années de séparation, ainsi qu'un sponsor de la communauté locale.

L'action en justice affirme que la suspension du statut de réfugié, y compris sa mise en œuvre chaotique par les agences fédérales, est illégale, qu'elle viole le pouvoir du Congrès d'adopter des lois sur l'immigration et que les ordres d'arrêt de travail du département d'État violent les exigences réglementaires de base. L'IRAP prévoit de déposer dans les prochains jours une demande d'injonction à l'échelle nationale concernant les deux arrêts.³⁷

La décision dans cette affaire interviendra après que d'autres juges aient déjà bloqué le gel des dépenses intérieures et les congés administratifs de milliers de membres du personnel de l'USAID. Plus récemment, un juge a interdit à l'administration de mettre en œuvre des annulations de contrats ou des ordres d'arrêt de travail, au moins pendant la durée du litige, ce qui pourrait avoir un impact positif pour les personnes touchées par les crises.³⁸

Réflexions sur les bonnes pratiques des donateurs :

Un financement de qualité et flexible est une bouée de sauvetage en cas de crise

³⁷ see for more: New Lawsuit Challenges Trump Suspension of and Freeze of Refugee Funding, HIAS, 10 February 2025

³⁸ Politico, [Judge Orders Trump Administration to restore funds](#), February

One key lesson for the NGO sector is the need to reduce over-dependence on a single donor in the future. Strengthening joint efforts to diversify funding sources will be essential. Additionally, greater efficiency can be achieved through improved coordination and

Les résultats de l'enquête du Conseil international des agences bénévoles attestent de l'importance d'un financement flexible et de qualité - il a été une bouée de sauvetage pour les agences. Parmi les mesures d'atténuation régulièrement mises en avant figure la possibilité d'utiliser des fonds flexibles non affectés (pour ceux qui en disposaient) afin de répondre aux besoins en matière de programmes de sauvetage et de maintenir le personnel de base et les frais de bureau des partenaires locaux et nationaux.

Parmi les véhicules de financement, ce sont les mécanismes de fonds communs humanitaires qui ont été les moins touchés jusqu'à présent. Lors d'une récente réunion de la communauté de pratique des fonds de financement commun, la plupart des fonds ont déclaré avoir été moins touchés jusqu'à présent. Certains ont cherché à soutenir les partenaires en débloquent rapidement des subventions et en fournissant un soutien financier pour maintenir les capacités organisationnelles de base.

Le gel des financements américains a également mis en évidence, pour de nombreuses ONG interrogées, en particulier les ONG locales et nationales, la nécessité de diversifier les sources de financement et les conséquences de la dépendance à l'égard d'un seul donateur. Certains ont mentionné un regain d'intérêt pour la génération de revenus par le biais d'actifs et de services, y compris le lancement d'initiatives d'entreprises sociales. D'autres se tournent vers d'autres donateurs gouvernementaux, des donateurs non traditionnels, des fondations et la philanthropie privée pour tenter de combler les lacunes laissées par le financement américain. À court terme, la confiance dans l'obtention d'un financement est limitée. Pour les ONG locales et nationales, le défi reste que dans des contextes pauvres en ressources, avec un soutien limité du gouvernement national ou du secteur privé, les sources de financement alternatives restent limitées. Pour ce qui est du système humanitaire dans son ensemble, il est urgent de diversifier la base des donateurs, d'explorer des mécanismes de financement novateurs, d'investir davantage dans la localisation et dans le financement anticipé, et de garantir le maintien d'un financement flexible et de qualité.

6. Recommandations

Compte tenu de l'ampleur des perturbations causées par les suspensions de financement et les changements de politique, les ONG appellent à une action urgente pour sauvegarder l'aide humanitaire fondée sur des principes et empêcher que les communautés touchées par la crise ne subissent d'autres préjudices. Non seulement l'érosion de la confiance, la perte de personnel qualifié et l'affaiblissement des capacités des ONG locales et nationales menacent les efforts de l'intervenant humanitaire dans l'immédiat, mais elles compromettent également la résilience à long terme et les initiatives de localisation. Alors que le gel des financements paralyse les programmes essentiels - des services de protection aux réponses aux catastrophes - il est urgent d'instaurer un dialogue coordonné et inclusif entre les gouvernements, les donateurs et les intervenants humanitaires. Ce dialogue doit garantir que les décisions restent fondées sur les principes humanitaires, qu'elles respectent les engagements pris en matière de localisation et qu'elles ne laissent pas pour compte les personnes vulnérables. Les recommandations suivantes décrivent les principales mesures à prendre pour relever ces défis.

À tous les intervenants humanitaires :

- **Réaffirmer les principes humanitaires fondamentaux :** Les organisations humanitaires doivent résister à la politisation de l'aide en continuant à appliquer les principes humanitaires dans toutes leurs décisions. Le respect de la dignité humaine reste primordial. L'aide reste motivée avec humanité et doit être impartiale, neutre et indépendante - libre de toute condition politique ou restriction idéologique.
- **Donner la priorité à la qualité et à la responsabilité pour les populations touchées par une crise :** S'engager à respecter les [standards humanitaires](#), et à consulter et informer de manière proactive et significative les communautés sur les réductions potentielles de financement, les changements d'activité et la redéfinition des priorités sur une base continue.
- **Travailler collectivement pour s'adapter à l'évolution du paysage du financement humanitaire tout en préservant l'intervenant humanitaire sur le plan des principes, de la coordination et de l'efficacité :** Rechercher des possibilités de maximiser les efforts collectifs, d'éviter les doubles emplois, de préserver les fonctions d'évaluation critique, de coordination, de données, de politique et de plaidoyer aux niveaux mondial et national.

- **Donner la priorité à la viabilité opérationnelle des organisations locales et nationales et la faciliter :**
 - ❖ Travailler collectivement pour préserver et renforcer les capacités opérationnelles des ONG locales et nationales et la gestion efficace des risques, notamment par la mise en œuvre des recommandations et des engagements du CPI et du Grand Bargain.
 - ❖ Promouvoir et soutenir les efforts de collecte de fonds des ONG locales et nationales, notamment en élaborant des solutions de financement innovantes et en encourageant les efforts de collecte de fonds sur le plan national et auprès de la diaspora.
- **Documenter l'impact, renforcer l'action collective et l'engagement public :**
 - ❖ Tenir des registres complets du coût humain des réductions de financement, en renforçant le plaidoyer basé sur des preuves et en combinant les efforts de collecte, de partage et de conservation des données.
 - ❖ Utiliser des données et des preuves pour contrer la désinformation et les récits politiques qui sapent l'action humanitaire.
 - ❖ S'engager auprès du public aux niveaux international et national pour être conscients de la nécessité de l'action humanitaire et la comprendre.
 - ❖ Engagez-vous auprès des détenteurs du pouvoir et du public pour établir des liens et plaider en faveur de la protection de l'assistance impartiale, notamment par le biais de communications stratégiques et de la diplomatie publique.
- **Diversifier et renforcer l'indépendance financière :**
 - ❖ Encourager les donateurs à financer des mécanismes de fonds communs.
 - ❖ Réduire la dépendance à l'égard des financements à caractère politique en élargissant la base des donateurs humanitaires, notamment par la philanthropie, les dons privés et les mécanismes de financement novateurs.
 - ❖ Lancer des initiatives visant à encourager la philanthropie nationale dans les régions touchées par la crise afin de générer de nouvelles sources de financement et de renforcer la résilience financière locale.
 - ❖ Encourager les gouvernements nationaux à assumer une plus grande responsabilité en favorisant la redevabilité et les solutions locales, en réduisant la dépendance à l'égard de l'aide extérieure et des fonds humanitaires limités.

Pour les partenaires des Nations unies :

- **Dans la mesure du possible, préserver et maintenir les partenariats en cours dans toute la mesure des accords déjà signés**, tout particulièrement pour les partenaires locaux et

nationaux. Leur rôle en tant que premiers intervenants et agents de localisation ne doit pas être compromis.

- **Impliquer les ONG dès le début des discussions sur le financement** afin de déterminer conjointement les priorités, d'adapter les programmes et d'élaborer des plans d'urgence. De nouvelles réductions de financement étant attendues pour 2025/2026, une coordination précoce est essentielle. Communiquer clairement aux partenaires la nature et l'impact des décisions internes de l'ONU.
- **Donner des directives rapides et claires en cas de réduction des financements, notamment en ce qui concerne :**
 - o Soutenir les populations touchées et assurer la continuité des programmes.
 - o Frais de personnel et obligations légales.
 - o Approvisionnement, conformité et gestion financière.
 - o Atténuation des risques et établissement de rapports.
- **Tirer parti de l'influence diplomatique** pour plaider en faveur de la protection du financement humanitaire fondé sur les besoins, en particulier dans les pays d'accueil des réfugiés et dans ceux qui sont les plus touchés par les changements de politique des États-Unis.
- **Soutenir les gouvernements touchés dans leurs démarches auprès de l'administration américaine** pour augmenter/redémarrer les programmes et rembourser rapidement toutes les sommes dues.

Aux donateurs

L'aide humanitaire est un bien public mondial essentiel. Il est dans l'intérêt de tous les citoyens et de tous les gouvernements de bénéficier de la capacité internationale d'intervention en cas d'urgence en cas de catastrophe et de recevoir une assistance pour se remettre d'une situation d'urgence. Si le secteur privé peut contribuer à ce financement, la capacité de réaction aux situations d'urgence à l'échelle nécessaire pour sauver des vies et préserver l'avenir de l'humanité requiert la contribution de tous les gouvernements nationaux.

1. **Respecter les engagements pris dans la résolution 2626 de l'Assemblée générale des Nations unies en faveur d'un objectif minimum d'APD de 0,7 % du PNB.**³⁹ Cette mesure permettra à la fois de répondre efficacement aux crises humanitaires et d'investir dans les efforts visant à s'attaquer aux causes profondes des déplacements, des conflits et de l'instabilité géopolitique.
2. **Aider les intervenants humanitaires à diversifier leurs sources de financement pour l'aide humanitaire**, notamment en encourageant les efforts de financement innovants et en encourageant les efforts philanthropiques nationaux ainsi que les dons individuels par le biais d'allègements fiscaux.
3. **Maximiser la flexibilité du financement** en renonçant temporairement aux conditions de cofinancement, en augmentant la flexibilité budgétaire et les taux de recouvrement des coûts indirects.
4. **Donner la priorité au financement direct des ONG nationales et locales** qui sont touchées de manière disproportionnée par les réductions de financement et qui manquent de réserves pour absorber les chocs financiers. Leur rôle de premiers intervenants et d'agents de localisation ne doit pas être compromis et s'ils ne sont pas soutenus pendant cette crise financière, nous risquons de perdre des investissements datant de plusieurs décennies et destinés à renforcer les capacités.
5. **Couvrir intégralement les coûts indirects et les budgets administratifs des ONG locales et nationales afin de** permettre aux ONG internationales et à leurs partenaires de poursuivre leurs programmes vitaux et de soutenir leurs fonctions et opérations essentielles.
6. **Accélérer les subventions et les décaissements en attente** afin que les ONG puissent conserver leurs liquidités, notamment en augmentant les décaissements et le préfinancement des programmes 2025.
7. Afin de maximiser l'efficacité et d'économiser les ressources - **poursuivre et étendre les efforts de réforme de la diligence raisonnable et de simplification des contrats/rapports** et utiliser les outils standards existants tels que la certification CHS ou les évaluations des

³⁹ OECD The 0.7% ODA/GNI target – a history.

<https://web-archive.oecd.org/temp/2024-06-17/63452-the07odagnitarget-ahistory.htm>

capacités des Nations unies pour remplacer les évaluations des capacités spécifiques aux donateurs.

Pour le gouvernement américain :

1. **Rembourser sans délai les arriérés de paiement dus dans le cadre d'un contrat US PRM ou USAID pour toutes les dépenses** engagées par les agences dans le cadre de l'action humanitaire et de développement en 2024.
2. **Faire preuve de leadership dans le respect des principes humanitaires** en s'engageant à financer une aide étrangère impartiale, en veillant à ce que l'aide étrangère américaine continue à placer les populations touchées au centre, à faire progresser la localisation et à faciliter la prise de décision inclusive.
3. **Reprendre le Programme américain d'admission des réfugiés (USRAP)** afin de maintenir les voies légales vers la protection, de défendre le droit de demande d'asile et de réaffirmer le leadership et l'engagement des États-Unis à l'égard du régime international de protection des réfugiés.

Aux coordonnateurs de l'aide humanitaire et aux équipes nationales

1. **Allouer d'urgence tous les fonds disponibles auprès du Fonds de financement commun pour les pays afin de soutenir le personnel et les opérations des ONG locales et nationales**, comme l'ont demandé le coordonnateur des secours d'urgence et les Principaux du CPI le 19 février 2025.
2. **Travailler avec les ONG et les communautés touchées pour redéfinir les priorités des plans d'intervention en fonction des contraintes de financement actuelles et prévues.**
3. **Rationaliser les structures de coordination aux niveaux national et infranational** en fonction de l'ampleur des réductions auxquelles il faut faire face, afin de concentrer les ressources sur l'action humanitaire de première ligne et de veiller à ce que les coûts de coordination restent proportionnels à la mise à l'échelle des réponses.

Références



A GLOBAL NGO NETWORK
FOR PRINCIPLED AND EFFECTIVE
HUMANITARIAN ACTION

Regional Hubs

Africa

Nairobi, Kenya
Dakar, Senegal

Asia-Pacific

Bangkok, Thailand
Islamabad, Pakistan

MENA

Amman, Jordan

Latin America

Guadalajara, Mexico
(Coordination)

Geneva Office

Humanitarian Hub, La Voie-Creuse 16, 1202 Geneva
secretariat@icvanetwork.org
www.icvanetwork.org